



Collection “ CEPESS ”

Analyse :
Le populisme

**Une vague qui déferle
sur le vieux continent**

Editeurs responsables :

Eric PONCIN,
Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

En collaboration avec :
Laurent de BRIEY,
Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales

Rue des Deux Eglises, 45
1000 Bruxelles
Tél. : 02/238 01 00
Fax : 02/238 01 18



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Introduction

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, une constante semble se dessiner dans les démocraties européennes : dans pas moins de 18 pays aussi divers que la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, la Hongrie, la Suède ou il y a seulement quelques mois la Finlande, nous assistons à une montée quasi-généralisée de partis qui présentent ouvertement des thèses qualifiées de populistes et souvent très proches de la droite extrême voire de l'extrême droite. Alors que ce phénomène touchait principalement, à la fin du siècle passé, des pays de l'est issus du bloc communiste, il touche aujourd'hui directement nos « vieilles » démocraties occidentales que l'on croyait pourtant sorties de ces dérives rendues possibles par le système démocratique.

1. Historique

Le populisme est un terme difficile à définir et souvent utilisé de façon péjorative pour stigmatiser un message délivré par un groupe ou une personnalité. Il relève généralement d'une appréciation idéologique posée sur le locuteur. Comme le présente le politologue bulgare Ivan Krastev¹, « il faut un concept aussi vague et mal défini pour saisir et refléter la transformation radicale de la politique qui a lieu aujourd'hui partout dans le monde ». Ernesto Laclau² rajoute : « Populisme est un concept insaisissable autant que récurrent ». En réalité, malgré cette difficulté à le définir, l'existence et l'importance de ce phénomène sont indéniables mais sa nature et surtout son devenir restent plus obscurs.³

¹ Krastev, I. *L'heure du populisme*, disponible sur Internet : <http://www.eurozine.com/articles/2007-11-20-krastev-fr.html>

² Laclau, E., *Politics and Ideology in Marxist Theory. Capitalism - Fascism - Populism*, Londres, Verso, 1979, p. 143

³ Dorna, A., *Faut-il avoir peur du populisme ?*, *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2003, pp. 8-9.

Habituellement le populisme est utilisé pour qualifier une méthode qui allie des discours et des comportements de personnalités et/ou de mouvements usant d'une rhétorique qui mélange utopie et démagogie, qui flatte la souveraineté du peuple contre les élites en place et qui repose sur une adhésion affective des citoyens à un leader charismatique. En se réclamant du peuple et de ses aspirations profondes, les populistes se présentent comme les grands défenseurs du peuple contre les torts qui lui sont faits et envers l'élite au pouvoir en proposant des solutions simples à des problèmes très complexes, souvent difficiles à comprendre par la population. Ainsi, ils usent d'une « rhétorique structurée par le blâme et l'éloge : elle est antiélitiste, exalte le *peuple* et insiste sur le pathos⁴ de l'*homme du commun*, sur la communication directe avec les hommes ordinaires, égaux entre eux par la simplicité, l'honnêteté et la santé qu'ils sont censés posséder »⁵. Il s'agit en réalité, d'une forme directe d'appel aux « masses » pour atteindre cet idéal utopique d'un gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple ».⁶

Cette théorie, comme le constate Taguieff⁷, permet aux mouvements populistes « d'entrer en composition avec n'importe quel contenu idéologique, se jumeler avec n'importe quelle orientation politique » ; c'est ainsi que généralement le populisme sud-américain se tourne plutôt vers la gauche (souvent extrême) alors que le populisme européen semble plutôt s'orienter vers une droite (souvent extrême) de tendance *nationale-populiste*.

Aussi, apparaissant à la fin du XIX^{ème} siècle avec des mouvements tels que celui des *fermiers* aux Etats-Unis⁸, des *Narodniki* en Russie ou encore des mouvements plus associés aux nationalismes comme en France avec le *Boulangisme* ou le *Poujadisme* et en Amérique Latine avec le *Péronisme*, le populisme est un phénomène qui traverse les trois derniers siècles d'histoire des Etats-Unis

⁴ *Méthode de persuasion par l'appel à l'émotion du public*

⁵ Taguieff, P-A, *Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes, Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 56, Numéro spécial : *Les populismes (Oct. - Dec., 1997)*, p. 10

⁶ *Ibidem*, p. 10

⁷ *Ibidem*

⁸ Hermet, G., « *Populisme et nationalisme* », *Le retour du populisme, un défi pour les démocraties européennes, sous la direction de Taguieff, Pierre-André*, Paris, Universalis, 2004, pp. 111-124.

jusqu'en Europe en passant par l'Amérique latine. Mus par une déception à l'égard du système représentatif en place ainsi que par des crises sociale et économique, ces mouvements ont réussi à mobiliser les masses en s'inscrivant dans une méthode efficace, que l'on qualifiera de populiste, amenant généralement leurs Etats vers une phase de transition⁹

2. Conditions d'émergence du populisme

Pour comprendre ce phénomène, il est important de se pencher sur les causes de l'émergence du populisme en Europe. Il apparaît comme indéniable que celles-ci sont hétéroclites et que les « campagnes » dites populistes peuvent être menées sur des thèmes qui varient fortement. Toutefois, en toile de fond, il persiste toujours « une crise [profonde] de la légitimité politique affectant l'ensemble du système de représentation »¹⁰. La population, ne se sentant plus représentée par ses élites, devient dès lors plus encline à répondre aux stimuli développés par la rhétorique populiste. Cette vague qui déferle sur l'Europe peut ainsi s'expliquer par une accumulation de facteurs qui affectent, à des degrés divers, cette crise de la représentation politique.

Tout d'abord, nous vivons depuis 2008 une crise financière, économique et sociale qui touche de façon importante les couches populaires des Etats européens. En effet, ce sont elles les premières touchées par le chômage, les délocalisations et la pauvreté accentués par la crise. Face à cette réalité, un sentiment d'impuissance et de responsabilité de la classe politique en place se développe, que la lenteur d'un retour vers la stabilité et la croissance ne fait qu'accroître.¹¹

⁹ Krastev, I. *op.cit.*

¹⁰ Taguieff, P-A, *op.cit.*

¹¹ Perrineau, P., « La montée du national populisme en Europe », Fondation Albert Schuman, Entretien d'Europe n°53, janvier 2011. Disponible sur Internet : http://www.robert-schuman.eu/doc/entretiens_europe/ee-53-fr.pdf

Mais cette crise économique et sociale est aussi doublée d'une crise plus structurelle à laquelle la société européenne doit faire face de façon grandissante : le vieillissement et l'affaïssement démographique. Comme l'affirme le politologue français D. Reynié¹² : « Ils ont fait de l'Union européenne le premier pôle migratoire du monde et y ont introduit, peu à peu, deux formes de contentieux : le premier, économique et social, porte sur les questions d'emploi et de salaire ; le second, culturel, voit les immigrés - en particulier musulmans - accusés de menacer les identités nationales. [...] Le passage d'un contentieux économique à un contentieux culturel leur [les mouvements populistes] permet d'élargir fortement leur assise sociologique et politique. »

A ces crises s'ajoute également une véritable crise identitaire de l'Europe et de ses Etats Membres. Comme l'observe P. Manent¹³ : « La situation est très difficile parce que la nation est profondément affaiblie et que l'entreprise européenne, conçue comme construction d'institutions supranationales, a touché ses limites. Il faudrait que nous acceptions de nous définir par rapport au reste du monde, que nous admettions que l'Occident, notion impopulaire s'il en est, a une vie propre à défendre. » En réalité, les populations ont souvent peur de l'autre car elles ne connaissent pas suffisamment leurs propres racines et « confrontés au dynamisme de l'Islam, portés par une immigration massive de plus en plus mal supportée, ces peuples commencent à prendre conscience de leur propre affaïssement. »

Par ailleurs, une responsabilité encore plus importante repose sur le dos des élites politiques de gauche comme de droite. En effet, la gauche via les partis communistes et/ou les partis socialistes étaient, pendant près d'un siècle, les référents légitimes pour une grande partie des masses populaires en Europe. Toutefois, la chute du bloc communiste et l'affaiblissement progressif de l'attachement populaire aux idées socialistes ont provoqué, à partir des années 1980, un véritable vide de représentation au sein de beaucoup de sociétés européennes. Autrefois porteurs de réformes orientées vers le progrès social, les socialistes ne sont pas parvenus à rénover cette idéologie en perte de vitesse dans un contexte économique plus compliqué. Aussi, ils ont petit à petit aban-

¹² Reynié, D., in « La menace de la droite extrême », *Le Monde en ligne* : http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/19/la-menace-de-la-droite-extreme_1509879_3232.html

¹³ Manent, P., « *Les Métamorphoses de la cité* », Paris, Flammarion.

donné les masses populaires à leur propre sort en devenant de plus en plus des partis d'élites, parfois même qualifiés de « gauche caviar » suivant la voie du libéralisme dominant en défendant des programmes que l'on peut qualifier de libéralisme de gauche. Le rôle des partis de droite est également important dans cette montée des populismes européens. Laissant penser depuis la seconde guerre mondiale que tout allait se résoudre par le libéralisme économique, la mondialisation et le respect des libertés individuelles, les partis de droite n'ont pas pensé utile de mettre sur la table des débats de société pourtant jugés essentiels par les populations. Considérant les êtres humains comme de seuls *homo-œconomicus*, de simples consommateurs, ils ont réduit l'importance de leur rôle social et de leur rôle fondamental de citoyen. Ainsi, la dépolitisation progressive de la société et le rejet croissant du libéralisme, offrent un terrain idéal pour l'émergence des partis populistes et parfois même d'extrême droite. Comme le constate de Briey¹⁴, « l'essor de ces phénomènes réactionnaires ne s'explique pas [...] par une libéralisation encore insuffisante de la société, mais exprime un rejet conscient d'un libéralisme jugé insatisfaisant par un nombre sans cesse grandissant de citoyens. Dans un monde en recherche de repères, l'idéal émancipateur du libéralisme menace de se retourner contre lui-même ». Aussi, face à cette montée de l'extrême droite populiste, les partis de la droite traditionnelle se sont engagés sur une modification de leur message politique. Ils ont petit à petit durci le ton et leurs programmes sur des thèmes qu'ils avaient autrefois délaissés au profit de l'extrême droite. Prférant une stratégie à court terme, essentiellement médiatique et aux relents électoralistes, ils ont adapté leur message aux peurs des citoyens sans pour autant essayer de les calmer en délivrant des réponses construites à ces préoccupations parfois légitimes. Les exigences de la communication prenant le pas sur les véritables convictions politiques, ils préfèrent la fuite en avant et évitent d'engager un travail de fond qui nécessite une réflexion profonde et un investissement dans l'éducation des masses. Ce type d'attitude comporte un risque majeur à plus long terme, car sans fournir de réponses adaptées à ces questionnements de société, ils ne risquent que de creuser le lit de partis encore plus extrêmes.¹⁵

¹⁴ de Briey, L. « Le sens du politique : essai sur l'humanisme démocratique », Wavre, Mardaga, p.21

¹⁵ *Ibidem*, p. 101-139

3. Processus de développement du populisme

Aujourd'hui, faisant face à un nombre grandissant de ces caractéristiques, le doute et la peur s'installent au sein des populations et se substituent petit à petit au sentiment de stabilité qui prévalait jusqu'alors. Cette peur apparaît presque naturellement à un moment de l'histoire où les populations redoutent de perdre leurs repères et leurs acquis (ceux-ci peuvent prendre différentes formes : acquis sociaux, stabilité et croissance économique, frontières et barrières culturelles par exemple). Souvent, cette angoisse se base sur des éléments objectifs et arrive à un moment de grands bouleversements et/ou de problèmes socio-économiques majeurs : crises financières ou économiques, immigration massive, recul des acquis sociaux... Cette fragilisation de l'environnement et des conditions de vie amène les citoyens à se questionner sur les raisons de ces changements, ils éprouvent alors un besoin crucial et immédiat de perspectives d'avenir.

Face à ces défis majeurs, souvent les partis traditionnels ne parviennent pas à trouver des solutions adéquates et/ou supportables. Aussi, dans ce contexte, il est simple de s'inscrire dans une perspective dite populiste qui tente de rapidement dégager les causes de ces bouleversements (les changements opérés ces dernières années) et d'apporter des réponses directes et compréhensibles pour tous. Presque systématiquement basées sur le repli sur soi, ces réponses ne sont souvent que des mesures simplistes et peu raisonnables qui ne résolvent pas les problèmes en profondeur mais s'attaquent à des symptômes visibles.

Cette démarche de repli sur soi peut se traduire dans les faits par des sentiments tels que : *pourquoi je paierais pour les autres ?* Cette manière de penser peut s'appliquer sur quatre niveaux différents : personnel (*pourquoi payerai-je pour des paresseux comme les chômeurs ?*), régional (*pourquoi ma région qui est riche devrait payer pour une région qui ne prend pas son destin en main ?*), national (*pourquoi mon pays devrait-il venir en aide aux pays de l'Union-Européenne étant en difficulté financière comme la Grèce qui a trafiqué ses comptes ?*) et européen (*pourquoi un riche continent comme l'Europe devrait payer pour des continents plus*

pauvres, dirigés pour beaucoup comme des républiques bananières ?). En effet, en période de crise, la peur et l'angoisse de l'avenir poussent les individus à développer des réflexes de protection au détriment de la solidarité. Il est en effet plus facile de partager sa richesse quand celle-ci augmente que quand elle diminue. La peur d'une paupérisation et de la perte des acquis socio-économiques engendrent presque automatiquement un repli sur soi.

En défendant une telle logique, le populisme en vient tout naturellement à faire de l'autre un bouc émissaire. Il se veut donc populaire mais tient avant tout à choisir son peuple. Il n'hésite pas à dresser les gens les uns contre les autres : travailleurs contre chômeurs, européens contre étrangers, immigrés réguliers contre immigrés irréguliers, citoyens contre l'État, pays riches contre pays pauvres... La logique populiste ne tient en fait plus en un affrontement *droite-gauche* mais bien à un affrontement que l'on peut résumer à *nous contre eux*. La recherche de ce bouc émissaire (qu'il soit un immigré, un chômeur ou un fonctionnaire) leur est nécessaire car ils sont incapables d'expliquer les choses dans leur complexité. Il est dès lors plus naturel pour eux de présenter un raisonnement analytique simple et concret qui se résumera souvent par un *yaka faire ceci* ou *yaka faire cela*.

Paradoxalement, cette rhétorique amène les populistes européens à élargir son champ d'action politique jusque dans les classes populaires, alors qu'auparavant, leur électorat était plus concentré sur la classe moyenne, la petite et moyenne bourgeoisie. Cette sympathie envers des mouvements qui ne représentent pourtant pas leurs intérêts en tant que classe sociale, provient des thèmes qu'ils abordent, tels que la sécurité ou l'immigration, qui les touchent directement dans leur vie quotidienne. Le désœuvrement permanent de ces couches sociales populaires, allié à leur dégoût toujours croissant du monde politique dit *traditionnel*, amène *in fine* cette catégorie de la population à soutenir un programme politique simpliste qui ne défend que très peu leurs propres intérêts. Ce phénomène illustre bien le potentiel mobilisateur de tels mouvements, usant d'une méthode bien rodée. Le populisme possède donc cette capacité de se répandre rapidement dans la plupart des couches de la population.

Pour faire passer leur message le plus efficacement possible, les populistes ne font évidemment pas appel à l'intelligence, la réflexion ou même la logique des citoyens mais bien à leurs sentiments (voire pressentiments ou ressentiments) et à leurs pulsions. Il ne s'agit dès lors pas de se situer dans l'ordre du rationnel mais bien de l'affectif. C'est de cette manière qu'au lieu d'identifier un problème donné, d'en déterminer les causes et les conséquences afin de réagir et de proposer une solution logique et rationnelle qui puisse combattre ledit problème, le populiste va chercher au contraire à faire réagir le peuple sur des sentiments, c'est-à-dire sur des pulsions (qu'elles soient rationnelles ou non) et ce, afin de dégager la solution la plus populaire possible, quelle que soit sa validité.

4. Image et communication des mouvements populistes

La communication et l'image utilisées par ces mouvements est indissociable de leur potentiel mobilisateur. En effet, les populistes modernes ont réussi à se faire passer pour les vrais candidats *antisystème*, *anti-establishment*. Ils se présentent en fait comme les seuls *rebelles* face au système politique en place, ils seraient ceux qui vont rendre au peuple le pouvoir que l'élite politique, imposant une sorte de *pensée unique*, leur aurait confisqué.

Parallèlement à leur apparence de rebelles, les populistes fustigent les démocraties traditionnelles qui ne prendraient, selon elles, pas suffisamment en compte les aspirations populaires. Ils caricaturent les politiciens démocrates comme des élites peu soucieuses de prendre en compte les idées du peuple et le *bon sens populaire*. A ce titre, ils réclament une démocratie plus directe, à l'instar du système suisse, avec des référendums plus nombreux afin d'impliquer directement le peuple dans les choix politiques. Cet appel au peuple est un élément majeur de leur politique : il permet non seulement de faire croire à la population qu'elle peut de nouveau avoir accès à cette démocratie présentée comme trop souvent confisquée par les partis traditionnels mais il sert également à légitimer leur vision politique. En effet, les populations se dé-

s'intéressant généralement des questions politiques, celles-ci apparaissent dès lors plus réceptives à des discours simples, ne donnant bien souvent que des réponses conjoncturelles à des problèmes structurels. L'important n'est en fait pas que la réponse soit ou non viable mais bien qu'elle parle et qu'elle plaise à la personne qui l'entende. Mais il s'agit là d'une arme à double tranchant car si elle peut les servir au départ, elle finit par révéler leur caractère de tendance d'éternelle opposition, incapable de tenir les rênes d'un pays. En effet, ce « bon sens populaire », flatté par les mouvements populistes, s'avère souvent insuffisant pour répondre aux défis complexes d'une société.

Pour appuyer ces mécanismes et les rendre d'autant plus efficaces, ces mouvements utilisent généralement l'image d'un leader charismatique : Geert Wilders ou Pim Fortuyn au Pays-Bas, Marine Le Pen en France... Ces chefs politiques sont perçus par la population comme des hommes porteurs de leurs espérances et qui vont *balayer la clique au pouvoir* afin de redonner la souveraineté au peuple. Ils usent des médias autant que possible, afin de s'assurer une omniprésence médiatique. Celle-ci légitimée pour les chaînes de télévision par l'aisance naturelle de ces hommes face à l'image, ce qui assure en retour une audience conséquente. Ce double jeu offre aux mouvements populistes une fenêtre importante, qui constitue une des pierres angulaires de leur succès.

Ils sont en cela fortement aidés par les médias modernes (notamment la télévision) de manière directe et indirecte. D'abord parce qu'aujourd'hui la plupart des médias européens mettent en avant ces leaders : ils parlent bien, ils disent tout haut ce que tout le monde veut entendre et qui plus est ils font de l'audimat. Les chaînes de télévision n'hésitent donc pas dans certains cas à surmédiatiser ces personnalités et parfois même à aller les chercher directement : le traitement de faveur médiatique dont a bénéficié Rudy Aernoudt, alors qu'il ne représentait pratiquement personne, est à ce titre assez éloquent. De plus, la culture médiatique et ses méthodes favorisent directement l'émergence du message populiste. En effet, celle-ci s'appuie également sur une communication directe avec des messages courts et simples, privilégiant une satisfaction immédiate, à court terme, ne prenant nullement en compte la viabilité des idées défendues sur le moyen ou le long terme. Ceci explique pourquoi il devient de plus en plus difficile, pour les politiciens démocrates, de réussir à faire passer

dans les médias un discours complexe, lequel ne répond pas à la culture médiatique dominante.

5. Thèmes privilégiés du populisme européen

Aujourd'hui, le populisme européen trouve écho presque exclusivement dans les mouvements de la droite radicale, souvent nationalistes, que l'on qualifie de nationaux-populistes. Ils se caractérisent par l'omniprésence de thèmes tels que le sentiment national, l'immigration, la sécurité ou encore la remise en question du rôle de l'État en matière socio-économique.

Le sentiment national, plus couramment appelé *identité nationale*, signifie la mise en avant des caractéristiques communes supposées représenter une nation. Bien qu'elle diffère sensiblement pour chaque citoyen, on présuppose donc qu'il existe un socle de valeurs communes à un peuple donné. Pratiquant une culture de repli, il est dès lors naturel que le populisme glorifie, célèbre et mette en exergue cette identité nationale, avec comme corollaire l'exclusion de ceux qui n'en font pas partie. La logique populiste tient en réalité en l'union et l'exclusion : *union des nôtres, exclusion des autres*.

Cette exclusion s'exprime notamment par leur attitude vis-à-vis de l'immigration qui leur permet de mettre ces théories de repli sur soi et de peur de l'autre directement en pratique. Souvent, en effet, les formations populistes vont stigmatiser les immigrés en expliquant aux habitants *de souche* que bon nombre de cultures ne sont pas compatibles avec la leur. Dès lors, il ne s'agirait plus seulement pour l'immigré de s'intégrer mais bien de s'assimiler complètement au peuple du pays dans lequel il s'installe (les nationaux-populistes présupposent d'ailleurs que ce peuple est homogène et n'avait auparavant subi quasiment aucun métissage). De plus, ils perçoivent souvent l'immigré comme étant amené en Europe par le patronat afin de concurrencer les travailleurs locaux et ainsi de créer un nivellement par le bas des salaires. Il est ainsi aisé

de dresser les travailleurs locaux contre cette *main-d'œuvre étrangère venue voler notre travail*. En affirmant cela, les nationaux-populistes omettent d'ailleurs volontairement de préciser que cette immigration a été au départ amenée à cause d'un manque de main-d'œuvre dans certains secteurs (notamment industriels ou de la construction...). Pour résoudre ce problème, il conviendrait donc de stopper net cette immigration, de rétablir les contrôles aux frontières et de mettre en place des conditions d'obtention des nationalités européennes plus strictes.

En ce début de millénaire, et plus précisément depuis les événements du 11 septembre 2001 qui ont vu des islamistes intégristes attaquer les tours jumelles du World Trade Center, les populistes d'Europe occidentale ont presque tous trouvé une cible commune en matière d'immigration : la population musulmane. Plusieurs cas d'importance existent en Europe : Marine Le Pen en France qui compare les rares cas de prières dans les rues à l'occupation nazie, Geert Wilders aux Pays-Bas qui considère la religion musulmane comme une religion fasciste et qui a fait de la lutte contre l'Islam son (unique ?) cheval de bataille électoral, l'Union Démocratique du Centre (UDC) en Suisse qui a remporté un référendum populaire mettant un frein à la construction de minarets dans le pays... Le même phénomène est bien visible dans les pays d'Europe du Nord : le Parti du Peuple Danois, le Parti des Vrais Finlandais, le Parti du Progrès de Norvège et les Démocrates de Suède, surfent également sur cette vague anti-Islam. Celle-ci est fustigée comme étant porteuse d'une culture et d'un ensemble de valeurs absolument incompatibles avec la culture européenne. Certaines coutumes musulmanes sont caricaturées et stigmatisées comme l'illustrent les attaques et polémiques sur la viande estampillée halal, le voile islamique et les rares cas de prières dans les rues. En réalité pourtant, c'est l'absence de connaissance de l'autre qui donne lieu à divers fantasmes et exagérations sur la communauté musulmane.

En matière de sécurité, les populistes utilisent le raisonnement afin de fournir aux gens une réponse simple, rapide et compréhensible pour tous. Ils optent aussi pour une politique de tolérance zéro, qui ne tient pas compte du contexte ou de la réinsertion dans la société mais qui vise juste à punir et à

faire un exemple. Ces visions sur la sécurité sont largement partagées dans la quasi-totalité des formations populistes européennes.

Les mouvements populistes européens sont généralement contre l'intervention de l'État dans l'économie et défendent plutôt l'individualisme que la société dans son ensemble. Ils s'attaquent régulièrement aux acquis sociaux (en stigmatisant par exemple fortement les chômeurs qui profiteraient tous du système social belge) et la fonction publique (les fonctionnaires seraient des incapables gagnant trop bien leur vie et ne faisant rien de leurs journées). Au lieu d'appuyer ces théories sur des faits ou des chiffres, les populistes préfèrent jouer sur la caricature, dénonçant dans le cas de la Belgique par exemple, une soi-disant mentalité wallonne qui voudrait que ces derniers soient fainéants, profitant de la sécurité sociale et feraient grève pour un oui ou pour un non¹⁶. Ils s'attaquent régulièrement à l'État, lequel en développant une politique trop sociale à leurs yeux, se révélerait bien souvent inefficace et dilapiderait l'argent du contribuable, qui paierait trop d'impôts. A titre d'exemple, l'ancien membre du Parti Populaire, Rudy Aernoudt, est l'auteur d'un livre assez représentatif de cet état d'esprit : *Comment l'Etat gaspille votre argent ?*

Au point de vue économique, les populistes optent souvent pour le protectionnisme. Cette option antimondialiste a pour but de contrer l'influence

¹⁶ Ce dernier point s'avère en réalité faux étant donné que la Wallonie compte, statistiquement, moins de cas de grève qu'en Flandre ou à Bruxelles.

croissante des pays émergents qu'ils redoutent principalement pour leur main-d'œuvre bon marché qui les met en concurrence avec les pays européens. La logique du repli sur soi est donc ici également appliquée, mettant un frein aux principes internationaux de libre-échange.

Conclusion

Les populistes constituent bel et bien une menace réactionnaire forte. En effet, dans un monde de plus en plus métissé où le brassage des cultures bat son plein, ils font office de réaction contre le progrès (social et culturel) et contre la modernité. L'attitude dont ils font preuve se résume à un continuel repli sur soi à tous les niveaux, que ce soit culturel (désir de préserver une culture européenne au lieu de l'enrichir par les apports extra-européens), économique (volonté de protectionnisme au lieu de l'ouverture mondiale des marchés), social (lutte supposée entre les *travailleurs* et les *paresseux*) et sociétal (repli sur les *valeurs traditionnelles*). Ces caractéristiques nous démontrent que bien plus qu'une idéologie, le populisme est un support, une méthode exploitable par une quelconque idéologie (socialisme, social-démocratie, libéralisme, conservatisme, fascisme...) bien que certaines d'entre-elles soient plus enclines à l'utiliser que d'autres (par exemple l'extrême-droite usera plus naturellement du populisme que les idéologies basées sur la démocratie et l'humanisme). A ce titre, il convient toutefois de noter qu'en réalité toute formation politique contient une certaine dose de populisme (qu'elle soit faible, moyenne ou forte) qu'elle articule en fonction de son idéologie et de ses objectifs.

La résurgence du populisme aujourd'hui en Europe pose question et invite à une réflexion sur les raisons qui expliquent son succès. Il faut reconnaître qu'en abordant des thèmes tels que l'immigration, la mondialisation, la sécurité, la culture dominante... les populistes mettent sur la table des thèmes importants d'actualité que les partis traditionnels ont souvent laissés de côté. Ce faisant, ils occupent de plus en plus le terrain des *vrais problèmes des gens* et des véritables questions que devrait se poser toute démocratie européenne.

Le succès du populisme aujourd'hui est tel que les partis démocrates *traditionnels* en viennent même à se référer à celui-ci : la gauche se montrant incapable de répondre à certaines questions (l'immigration ou la sécurité notamment) et la droite, se rendant compte que tous les problèmes d'une société ne s'arrangent pas à coups de croissance économique, tend à virer de plus en plus vers le populisme à des fins électorales à court-terme. Toutefois, si les populistes posent souvent de bonnes questions, ils n'apportent certainement pas les bonnes réponses. C'est en cela que le citoyen est trompé par ces mouvements aux discours simplificateurs voire simplistes. En vérité, les solutions apportées pour régler ces problèmes souvent complexes sont trop simples que pour être efficaces. Des solutions intelligentes ne peuvent en effet se résumer à des *yaka*. Par exemple, ce n'est pas en fermant nos frontières de manière drastique qu'on va contrer la pauvreté et le chômage, ce n'est pas en appliquant des principes tels que la *tolérance 0* que l'on va combattre l'insécurité, ce n'est pas non plus en stigmatisant les musulmans ou d'autres communautés que l'on va régler les problèmes de l'intégration et des minorités. Cette réalité démontre à quel point les partis traditionnels ont un rôle à jouer. Ils doivent représenter la barrière la plus crédible face à cette dérive de la démocratie. Ils ont ici un rôle majeur dans l'éducation des populations et doivent faire des efforts de communication pour que les populations comprennent les choses complexes qui les entourent et puissent entendre le message politique d'avenir que défendent les formations démocratiques.

La Belgique ne fait pas défaut à cette réalité européenne. Nous sommes également confrontés au défi que constitue le populisme pour la démocratie. L'apparition récente de formations politiques telles que le Parti Populaire de Michaël Modrikamen en Belgique francophone ou la Liste De Decker en Flandre ont obligé les partis politiques traditionnels à se repositionner par rapport à

¹⁷ Quelques exemples : Guy Verhofstadt affirme que en adoptant une position anti-UE, la NVA ne diffère en rien des autres partis nationalistes et populistes de l'Europe (quotidien gratuit METRO, lundi 09/05/2011), Joëlle Milquet a également récemment comparé Bart De Wever à Marine Le Pen pour ses positions populistes (quotidien la Dernière Heure, jeudi 04/05/2011) et la présidente du SPA, Caroline Gennez a également critiqué la NVA quant à ses méthodes (elle avait d'ailleurs renommé la NVA la Nieuw Vlaamse Arrogantie) et sous entendu qu'elle pouvait être raciste (quotidien Le Soir, vendredi 06/04/2011).

ces formations (soit en adoptant une posture radicalement antipopuliste, soit en devenant eux-mêmes populistes sous certains aspects). Le cas de la NVA de Bart De Wever est à cet égard significatif. En effet, le rapide succès de la formation nationaliste flamande va de pair avec certaines attitudes qui peuvent relever du populisme. Aujourd'hui, de nombreux politiciens du nord comme du sud du pays accusent la NVA d'être populiste¹⁷ et ce pour plusieurs raisons : le rejet systématique de nombreux problèmes belges sur la Wallonie (et implicitement sur une soi-disant mentalité wallonne dont le Parti Socialiste en serait le meilleur représentant), l'omniprésence médiatique de Bart De Wever, sa tendance récente à l'euroscpticisme (sur l'espace Schengen et sur l'impôt européen), son opposition à la solidarité économique interrégionale, sa volonté d'homogénéisation de la Flandre (assimilée à une forme de racisme par certains), son programme ultralibéral en matière social... D'autres pays sont également concernés comme l'Italie avec la Ligue du Nord d'Umberto Bossi qui propose une autonomie pour les régions du nord (appelée Pandanie) afin que celles-ci cessent de financer le sud, plus pauvre économiquement. Le leader de la Ligue du Nord, Umberto-Bossi a d'ailleurs affirmé au début de l'année dans un meeting public s'inspirer de la NVA de Bart De Wever. D'autres exemples existent aussi comme certaines formations indépendantistes catalanes, certains petits partis régionalistes autrichiens...

Le défi tient donc dans la réponse à apporter pour contrer, en Belgique comme en Europe, ce populisme ambiant, qui ne constitue en rien une solution d'avenir pour nos sociétés. Aussi, il est impératif pour les démocraties occidentales de combattre ce phénomène qui déferle et constitue un grand défi politique de ce début de millénaire. Alors que l'idéal reste l'absence de conditions économiques, sociales, culturelles ou sociétales permettant aux formations populistes de se développer, une fois qu'elles apparaissent, il s'agit d'y faire face. Combattre le populisme doit se faire directement et indirectement. Il ne suffit pas de dénoncer celui-ci mais bien d'empêcher qu'il puisse progresser. Quelle est dès lors l'attitude que les partis politiques traditionnels doivent adopter face à ces mouvements ?

Les démocrates européens doivent réoccuper et se réapproprier le terrain

qu'ils avaient jusque là délaissé. Ils doivent avoir le courage politique de traiter de tous les problèmes des gens et de ne laisser aucun thème de côté sans toutefois virer dans la démagogie. Ils doivent proposer, face aux solutions simplistes et caricaturales des populistes, des solutions qui soient claires et compréhensibles pour la population. Il est dès lors nécessaire de réaffirmer le rôle des démocrates et de se confronter au populisme. Cette expérience de confrontation directe doit être vécue comme une expérience politique enrichissante. Elle permettra dès lors d'envisager l'image perçue par les populistes afin d'en extraire une réflexion autocritique sur les mouvements démocrates. Dans le cadre d'une remise en question globale, elle pourra dégager une image réflexive, afin de bien déterminer les erreurs et les fautes commises, d'en déterminer les causes et les conséquences pour se corriger et répondre au mieux aux attentes de la population sans plus laisser le champ libre au populisme de toutes parts.

Les partis démocratiques doivent également remettre en avant les valeurs essentielles de la société telles que la solidarité qui s'oppose à toute forme de repli sur soi et d'individualisme. Ce n'est pas seulement une question de morale ou de valeurs, c'est aussi une question d'efficacité des politiques proposées. En effet, si celles-ci ne reposent pas sur la recherche de l'intérêt général mais seulement sur l'intérêt particulier d'une catégorie de personnes par rapport à une autre, c'est toute la société qui en pâtit. Cela est vrai non seulement au sein même d'un pays que pour l'ensemble de l'Union Européenne. Ainsi que l'explique Alberto Toscano¹⁸ : « Regardez l'intérêt commun, au-delà de l'intérêt particulier, en comprenant que l'intérêt commun n'est pas l'alternative à l'intérêt particulier mais qu'il est le développement de l'intérêt particulier. Parce que, sans intérêt commun, même l'intérêt particulier est en difficulté. La preuve, sur le Titanic, même ceux qui étaient en première classe sont morts [...] et au sujet d'une certaine attitude allemande vis-à-vis de l'Europe, qui aujourd'hui crée des problèmes à l'Europe et qui peut [...] donner de l'espace

¹⁸ *Journaliste et président du Club de la presse européenne à Paris, répondent à une interview, à l'occasion des 3^e Entretiens Européens d'Enghien co-organisés par l'IRIS et la Mairie d'Enghien le 5 mars 2011.*

politique au populisme, les Allemands devraient comprendre que, même s'ils payent un peu plus que les autres, ils ont de tels bénéfices de l'Europe [...] que leur intérêt est dans l'Europe. Avoir des réticences à payer un milliard d'euros pour aider l'Europe alors qu'elle vous rapporte annuellement des centaines de milliards d'euros, ce n'est pas logique ».

Par ailleurs, le citoyen a également un rôle moteur à jouer. Il est, en effet, impératif de rendre le citoyen conscient de son rôle d'acteur démocratique dans la société. Plus qu'un consommateur passif de démocratie et de citoyenneté, rôle dans lequel certains partis aimeraient le voir confiné, le citoyen doit lui-même être un acteur à part entière de la société à laquelle il appartient. C'est non seulement son droit mais également son devoir que de participer pleinement et de manière responsable à la vie de la cité, via une démocratie qu'il faut plus participative, accessible et humaniste.

En conclusion, la société dans son ensemble doit réunir ses « forces » démocratiques pour faire face de façon radicale aux méthodes populistes et aux mouvements qui en usent en affichant clairement la supériorité des idées démocratiques et en les défendant sans relâche au sein de la population.

Auteur : Michaël Franssen (chercheur associé au CPCP) et Julien Milquet
Décembre 2011



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

cepass

regards sur la société

Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00